

## ***Déclaration liminaire du Conseil Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 06 mars 2018***

Madame la Présidente du CDAS,

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 94 prend acte de l'augmentation générale du budget alloué à l'action sociale en 2018. Cependant à l'échelon du Val-de-Marne, nous devons faire à budget constant : aussi bien, avec plus d'agents. En effet, nos collègues de l'ALPAF, de l'AGRAF et de l'ASN sont désormais rattachés à l'Action Sociale de notre département.

S'agissant de la restauration, des incertitudes fortes pèsent sur la pérennité des petites structures : quid du devenir des sites de CHAMPIGNY-SUR-MARNE, VINCENNES et NOGENT-SUR-MARNE ?

Nous condamnons la politique de la DDFIP qui s'oriente vers une fermeture systématique de ces structures au mépris de l'intérêt des agents dans un manque total du respect de leurs conditions de vie au travail.

Il y a visiblement une volonté d'avoir recours le plus possible au titre restaurant.

SOLIDAIRES rappelle qu'elle privilégie la restauration collective, et que le titre restaurant est un palliatif à l'absence de restauration collective .

SOLIDAIRES constate que la volonté de la DGFIP de se mettre en conformité avec la loi Cherpion, anticipant ainsi d'éventuelles mises en cause juridiques, l'a opportunément aidée à fermer des structures de restauration en profitant des départs en retraite des agents BERKANI.

SOLIDAIRES FINANCES revendique, pour tous, une restauration de qualité, respectueuse de l'environnement, à des tarifs sociaux. Si la santé des agents et les bonnes conditions de travail ont un coût, elles n'ont pas de prix.

En matière de politique de logement, SOLIDAIRES FINANCES souhaite un rehaussement des barèmes des prêts, ainsi que l'augmentation des sommes prêtées qui tiennent compte des réalités du marché, afin de mieux répondre aux besoins des agents.

Concernant l'ALPAF, si l'on note une amélioration de l'accueil des nouveaux arrivants, il y a encore beaucoup à faire pour leur procurer un logement pérenne à un prix réaliste. De plus, nous demandons la suppression de l'obligation de produire 3 fiches de paie avant de pouvoir déposer un dossier complet. Cette mesure ferme la porte aux nouveaux agents alors qu'ils sont potentiellement les premiers concernés.

S'agissant des places en crèche, l'offre demeure nettement insuffisante et SOLIDAIRES FINANCES exige la prise en compte de cette carence par la réservation de berceaux supplémentaires.

Concernant les CESU, SOLIDAIRES FINANCES constate qu'il est très difficile d'en bénéficier compte tenu des conditions de ressources exigées.

S'agissant de l'EPAF, nous déplorons des tarifs de colonies de vacances trop élevés au regard des salaires des agents, en raison de l'absence d'augmentation significative de la subvention allouée.

Dans un contexte de grande incertitude sur l'avenir des missions et des conditions de travail, SOLIDAIRES FINANCES 94 regrette que l'action sociale ne soit pas une préoccupation prioritaire de la DGFIP.

Nous remercions l'équipe de la délégation pour son implication au service des agents du Val-de-Marne.

AGRAF : Association de Gestion des Restaurants Administratifs des Finances

ALPAF : Association pour le Logement du Personnel des Administrations des Finances

ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire

CESU : Chèque Emploi Service Universel

EPAF : Association Éducation Plein Air Finances